

#Un Valais qui bouge

Elections fédérales 20 octobre et 3 novembre 2019

Sommaire

- 2 Editorial
- 3 Vous adhérez à ces idées ?
- 4 Stratégie d'avenir pour la Suisse
- 5 Le système de santé
- 6 Politique internationale
- 7 Politique économique
- 8 Politique énergétique
- 9 Formation et innovation
- 10 Politique climatique
- 11 L'importance du Conseil des Etats
- 12 Gemeinsam weiterkommen
- 13 Les jeunes se mobilisent
- 14 Avenir Ecologie
- 15 Le vert et bleu
- 16 Comment remplir son bulletin de vote



Qui pour nous représenter à Berne ?

Avancer ensemble

Elections fédérales : les enjeux

Si la Suisse est aujourd'hui considérée comme un modèle à succès, nous aurions tort de prendre ce succès pour acquis. C'est le fruit d'un travail acharné et le résultat de bonnes décisions de 1848 à nos jours. La Suisse est une patrie pour toute personne

ayant la volonté d'assumer sa responsabilité individuelle, tout en acceptant aussi d'en assumer en retour pour la collectivité. Elle permet à toutes et à tous de façonner leur destin avec confiance par l'assiduité, le respect et l'engagement. La Suisse est notre patrie. Il est

donc de notre devoir, en tant que citoyennes et citoyens, de préserver et de perpétuer ce modèle à succès. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons activement à façonner l'avenir de la Suisse tout en préservant et en développant nos acquis.

La Suisse veut
des accords bilatéraux

Le Valais veut
une économie forte

Le Valais veut
un environnement sain

La Suisse veut des
assurances sociales
efficaces

Le Valais veut profiter
de la numérisation



Pascal Couchepin
Ancien Président de la Confédération

**Etat des lieux
avant de décider**

A la veille des élections nationales, un phénomène, nouveau par son ampleur, s’est imposé. Les familles politiques valaisannes se sont regroupées par affinité de programme et de tempérament. Les démocrates-chrétiens regroupent ce qu’on appelle les partis C du Haut et du Bas-Valais. Le lien puissant qui les unit est la volonté de rester le Parti du Pouvoir dans le canton. Ils revendiquent 2 sièges au Conseil des Etats sur deux, 4 sièges au National sur 8, et lors des prochaines élections cantonales, 3 sièges sur 5 au Gouvernement. Et tout cela avec moins de 40% des voix. Plus à droite, le bloc UDC répète avec constance et nostalgie les slogans qui firent leurs succès passés : non à l’Europe et aux étrangers. Ils

ignorent qu’entre-temps, le nombre des migrants vers la Suisse a diminué au point de devoir fermer plusieurs lieux d’accueil pour réfugiés, et qu’il n’y a pas d’alternative à de bonnes relations avec notre premier client, l’Union Européenne. La Grande-Bretagne nous montre comment il ne faut pas faire. Le regroupement des socialistes avec les verts, encore plus à gauche, multiplie les revendications, sympathiques mais à crédit, et ne s’intéresse guère au problème du pain quotidien, de l’économie considérée comme suspecte. Et puis, il y a la concurrence des Vert’libéraux, plus pragmatiques en matière d’environnement. Enfin, il y a le bloc PLR qui se bat en présentant plusieurs facettes, tout en étant uni sur l’essentiel : l’esprit de compromis démocratique, inspiré par une vision politique respectueuse des faits et de la personnalité des ci-

toyennes et citoyens. La longue histoire du PLR est une force et une faiblesse. Une faiblesse, parce qu’une si longue histoire facilite la polémique. Il y a toujours, dans le passé, quelque chose qui n’a pas été un succès. Mais la force du PLR, c’est le bilan de ce pays qu’il a largement contribué à façonner. Le PLR s’adapte, son engagement renforcé en matière d’environnement le prouve, mais il reste fidèle à ce qui fait sa personnalité : ouverture aux échanges économiques, formation et éducation, paix du travail par la négociation, finances saines, ouverture aussi envers notre premier client, l’Europe, renforcement et assainissement, quand c’est nécessaire, des institutions sociales qui assurent la cohésion de notre pays. Une Suisse et un Valais avec un PLR solide, c’est la recette éprouvée pour affronter l’avenir avec succès. A vous de décider.



René Constantin
Président du PLR Valais

**«2+1» pour un Valais
qui bouge!**

1. Garantir aux cantons une large part d’autonomie ou... plier sous la vague rose-verte, subir de plein fouet leurs initiatives populaires toujours plus restrictives (gestion du territoire) ?
2. Défendre bec et ongles les droits des Valaisannes et des Valaisans travailleurs, entrepreneurs, souvent épargnants et petits propriétaires ou ... accepter qu’au nom de la sacro-sainte «égalité pour tous», nous soyons «plumés» par l’impôt, voire dépouillés de notre patrimoine ?
3. Adopter les bonnes pratiques,

promouvoir le développement durable et la croissance économique ou... interdire, frapper de taxes multiples le consommateur, le chauffeur, l’entrepreneur ?

4. Etre responsable, prendre les bonnes décisions pour garantir à nos enfants les rentes AVS, AI, APG, AC ou... nier l’évidence, vouloir financer le tout en endettant démesurément le pays ?
5. Soigner le partenariat avec nos voisins, vendre nos produits à haute valeur ajoutée ou... chercher à isoler notre pays, rompre les « Bilatérales » avec l’UE ?

Valaisannes, Valaisans, si vous choisissez, pour chacun des 5 points

ci-dessus, l’option numéro une, cela signifie que vous êtes en parfaite adéquation avec la vision du PLRVS, de ses candidates et candidats aux élections fédérales. Vous allez découvrir dans ce cahier 41 visages, 41 personnalités prêtes à mener une action politique cohérente et ambitieuse à la fois. Ouverts d’esprit mais parfaitement lucides, talentueux et bosseurs, ces femmes et ces hommes se sont mis à disposition de l’électorat pour défendre les intérêts de tous.

2 sièges au Conseil national, 1 siège aux Etats : c’est là notre objectif! Une formule «2+1» plus que jamais nécessaire, pour un Valais qui bouge!



Petra Gössi
Présidente du PLR Suisse

**Nous avons besoin
de vous !**

Le PLR est le garant du modèle à succès suisse depuis 1848. Grâce à nos compétences, nous garantissons des conditions-cadres optimales, afin que les emplois soient maintenus et créés. Nous défendons également les accords bilatéraux, mais refusons une adhésion à l’Union européenne. Aujourd’hui, la Suisse se trouve dans le peloton de tête international ; un succès auquel le PLR contribue en première ligne depuis le fondement de l’Etat fédéral.

Notre politique, nous la consacrons à faire en sorte que notre patrie conti-

nue, à l’avenir encore, à être un modèle à succès, tout en solutionnant les problèmes actuels, comme l’explosion des coûts de la santé, la protection de l’environnement ou encore l’AVS.

Que nous soyons entrepreneurs, employés ou encore consommateurs, nous représentons tous une part de l’économie. Si le fondement de l’ordre économique libéral s’effrite, il déstabilise les bases sur lesquelles reposent les places de travail et la prospérité. Les entreprises perdent leur compétitivité et déclinent ou délocalisent. Avec elles, disparaissent les emplois, les opportunités et les recettes fiscales. De bonnes conditions-cadres et la liberté entrepre-

neuriale sont indispensables ; seule une économie performante peut également être une économie sociale.

Le PLR soutient la réduction globale des gaz à effet de serre prévue dans l’Accord de Paris et estime que la Suisse doit apporter sa contribution en la matière. Pour y parvenir, rien ne sert de mener une politique inefficace et isolée, ni une politique étatique basée sur les interdits. Pour obtenir des résultats concluants, qui soient soutenus par la population, notre politique climatique – incluant notamment une politique énergétique neutre en émissions de CO2 – doit être coordonnée avec les efforts internationaux.



Et pourquoi pas le PLR ?

Avancer ensemble

Vous adhérez à ces idées ?



L'emploi crée la prospérité de notre pays et des perspectives pour chacun. Le PLR s'engage pour la place économique et financière suisse. Pour ce faire, il faut de meilleures écoles, des impôts moins élevés et une infrastructure optimale. Le PLR veut également des conditions-cadres optimales pour toutes les entreprises, un ordre économique libéral et un marché du travail flexible. Des entreprises fortes peuvent assurer du travail aux citoyens. L'emploi est fondamental. Sans emploi, pas de pouvoir d'achat.



La politique extérieure doit défendre les intérêts de notre pays. L'accès au marché unique européen est central pour nos emplois. L'UE est le principal partenaire de notre économie d'exportation. Le PLR est le seul parti qui se bat pour préserver la voie bilatérale, mais rejette toute adhésion à l'UE ou à l'EEE, ainsi que toute politique isolationniste. De plus, la conclusion de nouveaux accords de libre-échange avec des pays tiers est un objectif. La Suisse doit également maintenir et renforcer son rôle de médiateur dans les conflits internationaux.



L'évolution démographique et la forte immigration préoccupent les Suisses. La politique migratoire et les relations avec l'Union européenne font partie des priorités du PLR. Il est important que la Suisse puisse profiter, aujourd'hui mais aussi demain, d'une main-d'œuvre étrangère hautement qualifiée. En parallèle, il est primordial de lutter contre les abus et les conséquences négatives de l'immigration : lutter contre le tourisme social, réduire le regroupement familial en provenance des Etats tiers et résoudre le chaos de l'asile.



Pour nous, la formation, la recherche et l'innovation sont des thèmes centraux et étroitement liés. Le succès de notre pays repose sur un système de formation de haut niveau et adapté au marché de l'emploi. L'innovation est un moteur économique essentiel pour notre pays. Le PLR s'engage pour des conditions-cadres qui soutiennent et permettent le développement de la qualité de nos systèmes de formation et d'innovation, le transfert de technologies et la création d'entreprises innovantes.



Une sécurité à 100% et de vraies sanctions contre les auteurs d'infractions est un minimum. Tout le monde a droit à sa sécurité, n'importe où et n'importe quand. Avec le plus bas taux de criminalité en Europe, la Suisse a longtemps été un modèle en matière de sécurité. La situation a changé ces dernières années. La cybersécurité et la lutte contre l'extrémisme terroriste sont les principales préoccupations actuelles. Assurer la sécurité des citoyens est et reste une des fonctions principales de l'Etat et ne peut être assuré par des tiers.



L'Etat doit être fort en se concentrant sur ses tâches. Stop aux tracasseries administratives faites aux citoyens et aux entreprises! Les priorités sont des finances publiques saines, un système de retraite assuré pour les aînés et un service social qui soutient les personnes dans le besoin en condamnant les profiteurs. L'Etat a aussi pour mission de favoriser la conciliation de la vie de famille avec une activité professionnelle, ou un engagement au sein de la société sans inégalité de sexe.

Alors votez la liste N° 32 ou une liste apparentée (33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 ou 40)

Stratégie d'avenir pour la Suisse

Une politique économique proactive est plus que jamais nécessaire

La situation économique dans le monde, en Europe et en Suisse s'assombrit à une vitesse alarmante. Des évènements tels que le différend commercial entre les Etats-Unis et la Chine, une potentielle récession en Allemagne ou l'érosion des relations avec l'UE vont durement frapper la Suisse, sise au cœur de l'Europe, ouverte et orientée vers l'exportation. Par conséquent, il est temps de mettre en place une véritable politique économique tournée vers l'avenir, dans l'intérêt de tous les citoyens. Seuls ceux qui anticipent peuvent aborder sereinement l'avenir. Les Libéraux-Radicaux ont présenté, leur stratégie pour le futur, à l'occasion d'une conférence de presse. Elle regroupe nos principales revendications dans différents domaines, tels que la libéralisation du marché intérieur, la pénurie de travailleurs qualifiés, la mise en réseau internationale et l'innovation de la place industrielle. Cette stratégie est la meilleure réponse au climat ambiant et doit être saisie rapidement aussi bien par les socialistes que par les conservateurs, sans jeux populistes.

Les Etats-Unis et la Chine sont en guerre commerciale et le reste du monde en fait les frais. La croissance dans la zone euro, notre 1^{er} partenaire commercial, est chancelante. Une récession se profile notamment en Allemagne. La Banque nationale injecte chaque semaine des milliards dans la stabilisation du franc suisse, tandis que plane le spectre de nouvelles baisses des taux d'intérêts en Europe. Le pessimisme gagne l'industrie. L'OCDE prévoit de nouvelles réglementations fiscales au détriment des petits pays. Les relations avec l'UE sont à la croisée des chemins, le libre accès au marché intérieur est menacé et les piques contre la Suisse sont l'expression d'une détérioration progressive des relations. La Suisse, au cœur de l'Europe, est un pays innovant, ouvert et tourné vers l'exportation. Ces incertitudes, tout comme l'affaiblissement de l'économie mondiale nous affecteront

de manière conséquente, bien que nous nous en tirions encore plutôt bien aujourd'hui, avec un taux de chômage faible, une prospérité largement répartie et de nombreux débouchés. Cela ne s'est pas fait tout seul, c'est le résultat d'un long et dur labeur, ainsi que de décisions claires et voyantes des fondateurs libéraux-radicaux, de 1848 à nos jours.

Une stratégie sérieuse pour l'avenir s'impose

Il est temps de faire un pas supplémentaire en avant. Il est de notre responsabilité de créer des conditions-cadres optimales afin que les gens soient aussi libres que possible dans leurs décisions, qu'ils aient des perspectives de carrière et qu'ils ne soient pas découragés par des impôts élevés ou un flot excessif de lois et règlements. Plus que n'importe quel autre parti, nous défendons l'économie et donc l'emploi. La stratégie

globale du PLR contient nos revendications dans sept domaines :

- Nous voulons un cadre économique qui permette aux entreprises d'innover sans qu'elles ne doivent livrer des batailles bureaucratiques inutiles. Par exemple, le taux de TVA unique, qui aurait dû être introduit il y a longtemps, profiterait aussi bien aux citoyens qu'aux entreprises.
- En tant que pays de la technologie de pointe, la Suisse a besoin d'un nombre suffisant de spécialistes qualifiés - suisses et étrangers. C'est pour cette raison que nous demandons, par exemple, un visa pour les start-up dans le domaine de la technologie.
- Les conditions-cadres libérales en Suisse favorisent l'économie intérieure tout comme l'économie d'exportation et rendent la Suisse



attrayante pour les investissements et la création d'emplois. C'est pourquoi nous luttons, par exemple, contre la distorsion de concurrence induite par les entreprises publiques.

- L'accès au marché intérieur de l'UE est gravement menacé. Il doit être garanti sur le long terme, et, dans le même temps, le réseau des accords de libre-échange avec les Etats tiers doit être renforcé.
- Nous demandons l'élaboration d'une stratégie fiscale sur le long terme afin de demeurer concurrentiels. Le taux doit être proportionné pour tous les contribuables et les recettes fiscales en Suisse doivent être garanties grâce à des conditions attractives. En outre, le système fiscal doit être simple et ne doit pas pénaliser la volonté d'agir.
- Notre position internationale exceptionnelle en matière de recherche et d'innovation dépend, dans une large mesure, de notre participation aux projets-cadres de recherche de l'UE. Il est donc impératif de maintenir cette participation. Dans le même temps,

les facteurs de risques doivent être minimisés par une coopération accrue avec les principaux pays de recherche en-dehors de l'Europe.

- Le secteur financier suisse crée un nombre important d'emplois, génère des recettes fiscales élevées et investit localement. Nous avons besoin d'une réglementation du secteur financier, qui élimine les risques sans menacer l'ensemble du secteur. La Suisse en veut. Avançons maintenant ensemble.

Il incombe aux conseillers fédéraux et au Parlement de renforcer les actuelles conditions-cadres qui sont bonnes au travers d'une stratégie proactive et d'éliminer les désavantages concurrentiels. Ensemble, nous pouvons maintenant nous attaquer aux réformes importantes avant qu'il ne soit trop tard. Cependant, plutôt que d'avancer ensemble, les socialistes en appellent à davantage de réglementation et de dépenses, alors que de leur côté les conservateurs s'entêtent dans leur politique domageable d'isolement. Nous ne pouvons pas nous permettre ces petits jeux populistes, la situation actuelle exige une action rapide.



Philippe Nantermod

Morgins, Liste N° 32

SANTE : tous les acteurs face à leurs responsabilités

Le montant des primes d’assurance-maladie est un des plus grands défis de la Suisse. Les citoyens n’arrivent bientôt plus à faire face à la croissance continue des factures de leur assurance et il est certain qu’il ne sera pas possible durant encore une décennie de subir des augmentations plusieurs fois multiple de l’inflation. C’est le pouvoir d’achat des ménages et le maintien de la qualité des soins qui sont ici en jeu.

Le système de santé suisse est très efficace et de bonne qualité. L’espérance de vie et la qualité de vie sont en augmentation continue. Contrairement à d’autres pays, notre système de santé n’est pas endetté. Chaque patient a accès aux soins médicaux les plus modernes. Cependant, seul un système de santé financièrement stable fournit les meilleures prestations à toutes celles et ceux qui en ont besoin. Depuis de nombreuses années, les coûts à charge de l’assurance de base échappent à tout contrôle. Il n’existe pas de solution miracle, mais notre conviction libérale-radical est que tous les acteurs – et donc aussi les assurés – doivent apporter leur contribution.

Tous les acteurs doivent prendre leurs responsabilités

Le PLR souhaite que chacun prenne ses responsabilités afin de maîtriser

la hausse des coûts dans le domaine de la santé : assureurs (renforcement du contrôle des factures), hôpitaux (élimination des surcapacités), médecins (plus de transparence sur la qualité des prestations), industrie

Chaque patient a accès aux soins médicaux les plus modernes. Cependant, seul un système de santé financièrement stable fournit les meilleures prestations à toutes celles et ceux qui en ont besoin.

pharmaceutique (favoriser la remise de génériques et diminuer les prix), et les patients. Les différents acteurs ne peuvent continuer à se renvoyer la balle concernant la hausse des coûts.

Nos exigences :

Une concurrence axée sur la qualité en instaurant des classements de qualité des fournisseurs de prestations pour permettre aux patients

de faire un choix réel. Cette concurrence améliore la qualité.

Une concentration des moyens de la médecine de pointe là où la qualité des soins a fait ses preuves et des soins généraux de proximité

La garantie d’une variété de modèles d’assurance et de soins afin de permettre une liberté de choix des assurés.

L’exigence que seuls les prestataires de services qui respectent les critères de la LAMal, en termes d’efficacité, d’adéquation et d’économicité, soient rémunérés par l’assurance-maladie.

La réduction du prix des médicaments en stimulant la concurrence par

les importations parallèles et la réduction des exigences bureaucratiques.

Le soutien des programmes natio-

naux de prévention dont notamment ceux fondés sur les nouvelles technologies numériques et génériques.

POLITIQUE SOCIALE : les jeunes ne doivent pas passer à la caisse.

L’AVS doit être réformée. Pour ce faire, il nous faut trouver le bon équilibre entre recettes supplémentaires et réduction des dépenses. Lors de la prochaine étape de la réforme, des mesures structurelles seront donc nécessaires.

La prévoyance vieillesse doit être financée de manière sûre et durable. Un taux de natalité bas, des taux d’intérêts à la baisse et une augmentation de l’espérance de vie remettent en question le financement des deux premiers piliers de notre prévoyance vieillesse. Dès lors, des réformes sont absolument nécessaires. Sans elles, nos enfants seront contraints de rembourser les dettes que notre génération aura laissées. Ceci rendra également nécessaire des coupes budgétaires dans les domaines centraux comme l’enseignement, la sécurité et les infrastructures. Le PLR s’oppose fermement à une telle trahison envers les générations futures. Le PLR veut un système de retraite moderne en phase avec son temps et qui donne aux individus la plus grande liberté possible. L’économie doit également prendre ses respon-

sabilités : des modèles de travail flexibles doivent être mis en place afin de permettre une réduction graduelle du temps de travail et de laisser aux individus la possibilité de gérer de manière plus flexible leur départ à la retraite. Travailler au-delà de l’âge de la retraite légal doit en valoir la peine, et des rentes partielles doivent permettre un départ à la retraite graduel.

Le PLR veut surtout remettre le contrat entre les générations sur les bons rails. Des réformes qui proposent uniquement une augmentation d’impôts ou bien qui rehaussent massivement l’âge de la retraite sont irréalistes. Le PLR veut que chacun contribue à la stabilisation du système social. En même temps, un frein à l’endettement dans l’AVS doit empêcher que les dérives budgétaires mènent à des dettes abyssales.

Philippe NANTERMED

Conseiller national, avocat, docteur en droit
Né le 27 mars 1984, marié 1 enfant

Etudes

2017 : Doctorat en droit à l’Université de Lausanne
2012 : Brevet d’avocat
2003 : Maturité au Collège de Saint-Maurice

Activités professionnelles

2017 : Président de l’UVAM et des Fils Maye SA à Riddes
2016 : Président de l’USPI Suisse.
2015 : Avocat indépendant à Sion.
2010 – 2015 : Secrétaire général de l’Union des Indépendants
2000 – 2007 : Micro-entrepreneur, Blorange, informatique.
1999 – 2000 : Chef de projet chez OVEN Digital, New-York.

Politique

2016 : Vice-président du PLR Suisse
2015 : Conseiller national, membre de la commission santé et de la commission de gestion
2009 – 2015 : Député suppléant et député dès 2013 au Grand conseil valaisan.
2007 – 2013 : Vice- puis co-président des Jeunes libéraux-radicaux suisses.
2007 – 2009 : Assistant parlementaire de la Conseillère nationale Isabelle Moret.

Loisirs

Course à pied, ski, littérature, musique.



Christophe Claivaz

Nendaz, Liste N° 32

POLITIQUE INTERNATIONALE : défendons nos intérêts !

La Suisse, avec ses plus de 8 millions d’habitants, ne peut pas faire fi des pays qui l’entourent et d’une Europe totalisant 800 millions de personnes. Elle a surtout besoin de ses voisins pour faire marcher son économie et permettre à sa population de se nourrir. Un franc sur deux gagnés dans notre pays l’est à l’étranger, et cet argent sert principalement à importer les matières premières indispensables dans notre quotidien. Nous ne pouvons donc pas vivre en autarcie et nous devons faire preuve d’une ouverture intelligente vers l’étranger.

La politique extérieure doit défendre les intérêts de notre pays et promouvoir la sécurité, la neutralité ainsi que la prospérité en Suisse. Nos entreprises doivent pouvoir avoir accès aux nouveaux marchés. L’approvisionnement en énergie et en matières premières est également crucial. L’accès au marché unique européen est central pour nos emplois. L’UE est le principal partenaire de notre économie d’exportation. Le PLR est le seul parti qui se bat pour préserver la voie bilatérale, mais rejette toute adhésion à l’UE ou à l’EEE, ainsi que toute politique isolationniste. De plus, la conclusion de nouveaux accords de libre-échange avec des pays tiers est un objectif. Afin que le taux de chômage puisse toujours être aussi bas, la Suisse doit

pouvoir être concurrentielle en comparaison internationale. Notre pays a besoin d’une ouverture des marchés afin de pouvoir offrir ses produits et services, de créer des places de travail et de permettre aux

Nos structures de démocratie directe ne doivent pas être réduites et les citoyens doivent avoir le dernier mot en votation populaire.

consommateurs de bénéficier d’un choix étendu. La population doit avoir le dernier mot pour l’adoption de la législation de l’UE. Une reprise automatique doit être rejetée. Nos structures de démocratie directe ne doivent pas être réduites et les citoyens doivent avoir le dernier mot en votation populaire.

Nos exigences :
L’amélioration de l’attractivité économique de la Suisse.
Le renforcement du rôle traditionnel de la Suisse en tant qu’Etat neutre – mais de manière active - et média-

teur dans les conflits internationaux.
Le maintien des accords bilatéraux via un accord-cadre qui corresponde aux exigences constitutionnelles, et la conclusion de nouveaux accords bilatéraux notamment dans le domaine de l’électricité ou dans les marchés d’instruments financiers pour garantir l’accès aux marchés.

La conclusion de nouveaux accords de libre-échange avec des marchés en pleine croissance.
La garantie d’une politique extérieure autonome et orientée selon les intérêts de la Suisse afin d’assurer la prospérité de notre pays aujourd’hui et demain.

La mobilité

Les infrastructures suisses comptent parmi les meilleures au monde. Elles constituent le fondement d’une économie saine et d’une société performante. Mais elles atteignent toujours davantage leurs limites de capacité. Les infrastructures de transport et de télécommunications doivent être maintenues à leur niveau maximal, utilisées plus efficacement et, si nécessaire, développées.

Les défis sont d’ailleurs nombreux. Les flux de pendulaires sont en hausse, avec des trains bondés, des routes et des autoroutes engorgées aux heures de pointe et à l’entrée des villes. La situation est aussi préoccupante en Valais avec des nombreux ouvrages qui sont vieillissants et qu’il faudra rapidement rénover. Une augmentation des besoins de financement pour la construction, l’extension et l’entretien des infrastructures de transport, particulièrement autour des agglomérations, est aussi indispensable à court terme. Les personnes qui se rendent chaque jour au travail ne doivent pas perdre des dizaines de minutes dans des bouchons. Une finalisation du réseau routier national est indispensable, en particulier l’autoroute dans le Haut-Valais. Au niveau du rail, la situation est aussi préoccupante. Le réseau sur l’ensemble du pays (capacité et vitesse) doit être amélioré, y compris en Valais où le matériel roulant est souvent vétuste. Se déplacer en train peut s’avérer coûteux. La télécommunication fait aussi partie de la mobilité. A l’heure de la numérisation, le développement du réseau de fibre optique et de de l’internet rapide ne doit pas être entravé. Si l’on veut réduire la mobilité avec empreinte carbone, il faut favoriser la mobilité numérique.

Biographie express

46 ans, Haute-Nendaz
Ingénieur chimiste EPF, responsable du Contrôle Qualité auprès de Debiopharm Research & Manufacturing à Martigny (20 ans de fidélité en 2019)

Député-suppléant au Grand Conseil valaisan (2005-2009)
Député depuis 2009, chef du groupe PLR depuis 2013
Membre des commissions Equipement – Transport (4 ans) et Economie – Energie (4 ans). Membre de la commission de 2^e lecture concernant la Loi sur les remontées mécaniques (2018-2019)

Candidat JLR au Conseil national en 1999
Président des JLR Valais entre 2000 et 2003

Membre de la fanfare la Concordia de Nendaz depuis 25 ans, président de la société depuis 20 ans, président du CO de 3 Amicales et un Festival de la FFLRC
Vice-président de l’Association cantonale des Musiques Valaisannes

Président du HC Nendaz Mont-Fort de 2001 à 2013



Mélanie Follonier

Ayent, Liste N° 32

Notre économie est-elle en danger ?

La Suisse est un petit pays, au cœur de l'Europe, innovant, ouvert et orienté vers l'exportation. Notre population et notre économie se portent bien, avec un faible taux de chômage. Diverses mesures libérales, telles qu'une profonde intégration au sein du marché intérieur de l'Union européenne, qui est le plus important marché d'exportation des produits suisses, garantissent un environnement prospère. Nous bénéficions également d'une trentaine d'accords de libre-échange dans le monde et d'institutions politiques stables. Une politique fiscale attrayante, un excellent système de formation et un droit du travail libéral complètent le tableau.

Mais ces perspectives positives ne vont pas de soi. Alors que la concurrence étrangère est agile et investit dans sa compétitivité, les structures libérales suisses sont de plus en plus soumises aux attaques politiques visant à une redistribution accrue et une préservation des droits acquis. D'une part, certains demandent une augmentation des impôts sur le capital, bien que les impôts sur la fortune atteignent déjà parfois des niveaux excessivement élevés. D'autre part, certains veulent la suppression de la libre circulation des personnes avec l'UE, avec tous les risques que cela implique pour les accords bilatéraux. Alors que les relations avec l'UE stagnent, nous devons veiller à ce que

les entreprises et les investisseurs restent en Suisse - ou y viennent tout simplement. Parce que ce sont leurs investissements pour l'emploi, leurs

Alors que les relations avec l'UE stagnent, nous devons veiller à ce que les entreprises et les investisseurs restent en Suisse.

impôts et leurs cotisations sociales qui garantissent notre prospérité. Chacun doit pouvoir accéder à un emploi. Il faut améliorer la compétitivité de l'espace économique suisse afin d'offrir de bonnes conditions aux PME et aux grandes entreprises. Il est nécessaire que notre pays forme suffisamment de personnel qualifié

et s'attèle à maintenir les emplois pour couvrir les besoins de l'économie. Nous devons mieux promouvoir le potentiel de personnel hautement

qualifié dans notre pays et offrir de meilleures chances aux femmes et aux personnes de plus de 55 ans. Il faut plus d'engagement pour des solutions pragmatiques : possibilité d'aménagement du temps de travail, travail à distance. L'égalité salariale entre hommes et femmes est aussi une condition sine qua non.

Les progrès technologiques et la numérisation favorisent de nouveaux modèles de travail, tel le télétravail, qui permettent de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle.

Nos exigences :

La préservation d'une place industrielle et financière suisse forte et crédible.

L'ouverture à l'esprit d'entreprise et à la création de start-up. Les entrepreneurs ne doivent pas être entravés. C'est la seule façon d'aider les idées à

se concrétiser en Suisse. Si nous mettons des bâtons dans les roues des esprits ingénieux, nous privons la Suisse d'une grande partie de prospérité.

L'encouragement pour une économie plus responsable: modèles de travail flexibles, conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, maintien des travailleurs âgés sur le marché du travail.

La lutte contre le travail au noir, en appliquant des contrôles ciblés et des sanctions dissuasives auprès des entreprises concernées.

L'impôt : une question centrale

Nous luttons pour que l'imposition de nos citoyens et de nos entreprises soit la plus supportable et la plus simple. Il est nécessaire d'avoir une fiscalité attractive afin d'encourager l'entrepreneuriat. Le frein à l'endettement est l'instrument le plus important dans la politique budgétaire.

La concurrence fiscale doit être maintenue pour que les contribuables puissent bénéficier d'une imposition fiscale raisonnable. La confiance entre le citoyen et l'Etat doit être préservée. La sphère privée financière doit rester protégée en Suisse – indépendamment du développement sur une échelle internationale.

La sauvegarde de la qualité de vie et de l'attractivité de la Suisse est l'objectif commun pour nos citoyens et pour les entreprises établies dans notre pays. Particulièrement lors de périodes d'incertitude comme celle

du franc fort, un taux bas de taxation et des régimes simples contribuent dans une large mesure à ce que la Suisse reste attractive comme lieu de résidence et site économique.

La pression internationale découlant du conflit fiscal avec l'UE nous impose de trouver de nouvelles voies pour aménager notre fiscalité. La réforme de l'impôt doit être ouverte à de nouvelles idées, comme la taxation individuelle ou une simplification du système. La déclaration d'impôt devrait tenir sur une page.

Biographie express

Mélanie Follonier est née le 4 décembre 1991. Originaire de Mase, elle vit à Ayent et représente le district d'Hérens sur la liste n° 32 au Conseil national.

Issue d'une famille toujours intéressée pour la politique, c'est tout naturellement qu'elle a voulu s'engager dès que cela a été possible : la politique n'a pas d'âge et l'avis de chacun est primordial pour avancer, ensemble. Actuellement, elle est conseillère générale et cheffe de groupe à Ayent, élue à la Constituante et membre de son bureau. Elle fait également partie du comité stratégique cantonal du PLR.

Titulaire d'un Master en droit de l'Université de Fribourg, Mélanie réalise actuellement son stage d'avocate au sein d'une Etude de la ville de Martigny, afin d'obtenir son brevet en 2020.

La formation, l'emploi, l'égalité des chances, le développement de notre économie, l'innovation ou encore les cohésions sont des thèmes qu'elle souhaite promouvoir, en faisant de vos préoccupations ses priorités.



Stéphane Ganzer

Veyras, Liste N° 32

ENERGIE : l’approvisionnement doit être sécurisé.

En matière de politique énergétique, la sécurité de l’approvisionnement des personnes et des entreprises doit avoir la priorité absolue. En parallèle, il faut que la consommation d’énergie et la production d’électricité soient aussi neutres que possible en émissions de CO2. Tout en répondant au besoin croissant des ménages et des entreprises.

Les défis sont nombreux. Il y a tout d’abord la substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables, ce qui engendre une augmentation de l’électrification. Cela peut paraître paradoxal, mais souvent la demande d’énergies renouvelables est en concurrence avec la protection de la nature et la conservation des monuments. Nous assistons aussi à un changement profond sur le marché européen de l’électricité avec des difficultés d’approvisionnement pendant les mois d’hiver et une augmentation de la charge du réseau en raison d’une production d’électricité plus décentralisée. Il y a aussi l’accès au marché européen de l’électricité qui est toujours bloqué, avec retard dans l’ouverture complète du marché et ainsi que dans la conclusion de l’accord avec l’UE. Le marché doit être ouvert afin que les consommateurs puissent bénéficier de tarifs plus bas. L’accord sur l’électricité avec l’UE doit être mis

en œuvre de manière avantageuse. Il devrait nous permettre de nous intégrer au marché intérieur européen de l’électricité et d’y participer avec les mêmes droits. La sécurité de l’approvisionnement s’en trouvera grandement améliorée, surtout en hiver. Le PLR veut renforcer la sécurité de l’approvisionnement énergétique sans augmenter les émissions de CO2.

Souvent la demande d’énergies renouvelables est en concurrence avec la protection de la nature.

Il y a aussi la réduction de la consommation. Le parc immobilier représente environ 45 % de la consommation totale d’énergie. Une enquête montre que c’est là que réside le plus grand potentiel d’amélioration de l’efficacité énergétique. Il convient de l’exploiter au maximum. Suite à l’adoption du premier paquet de mesures de la stratégie énergétique 2050 et à la limitation momen-

tanée des modèles de subvention, tels que la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC), des modèles aussi proches que possible du marché sont désormais nécessaires pour atteindre ces objectifs. Le PLR s’engage à inciter et récompenser, de manière fiscale notamment, les bons comportements en matière d’économie et de valorisation des déchets.

Nos exigences :
Il est nécessaire de mieux utiliser les potentiels actuels de réduction de la consommation. Cela passe par l’assainissement du parc immobilier via des normes d’efficacité énergétique, le maintien des subventions du programme bâtiment et le maintien des subventions et des déductions fiscales. **Les énergies renouvelables** doivent être mieux soutenues, car elles sont

au centre de la transition énergétique.

L’innovation est au cœur de la transition énergétique. La recherche dans les technologies de production et de stockage d’électricité est la garantie que la Suisse soit

leader dans ce marché émergent.

La sécurité de l’approvisionnement doit être absolument garantie.

La Suisse étant un Etat fédéral, la compétence dans le domaine électrique doit rester au niveau cantonal.

SECURITE :
une mission centrale de l’Etat

Avec le plus bas taux de criminalité en Europe, la Suisse a longtemps été un modèle en matière de sécurité. Afin de maintenir cette situation que beaucoup nous envie, il convient de relever les défis avec les moyens adéquats. Le besoin de sécurité est donc une priorité absolue pour notre société. Assurer la sécurité des citoyens est et reste une des fonctions principales de l’Etat et ne peut être assuré par des tiers.

Les forces de sécurité civiles et militaires ainsi que l’appareil judiciaire sont les piliers d’une sécurité publique au service de citoyens. La Suisse a besoin d’une armée de milice moderne. Un recentrage et une adaptation des priorités pour tenir compte des menaces futures est nécessaire, notamment la cybersécurité et le terrorisme. C’est la raison pour laquelle elle a besoin de missions claires, accompagnées de moyens financiers suffisants pour sa mise en œuvre.

Des frontières ouvertes impliquent néanmoins une surveillance et une capacité d’intervention accrues, afin

d’éviter le tourisme des cambrioleurs, en zone frontalière notamment.

Le PLR s’engage
- à soutenir davantage nos gardes-frontières et
- à favoriser de meilleures collaborations entre intervenants (police, armée).

Notre appareil judiciaire et policier doit pouvoir dissuader et faire son travail correctement. Cela nécessite
- la fin du sursis automatique,
- le rétablissement des courtes peines privatives de liberté.

Biographie express

Âgé de 43 ans, originaire de Sierre et de Lens, Stéphane Ganzer est marié et père de 2 enfants. Titulaire d’une licence en Sciences politiques et d’un diplôme d’enseignement secondaire, il enseigne l’histoire et la géographie au collège de l’Abbaye de St-Maurice.

Collectivité et bénévolat : Il a d’abord œuvré dans le monde associatif, présidant notamment l’association musicale Artsonic puis l’association sierroise de loisirs et culture, l’ASLEC. Il a été membre de plusieurs groupes musicaux et comités, notamment celui du festival Tohu-Bohu. En parallèle, il a mené une carrière active au sein des sapeurs-pompiers, où il œuvre encore au poste de capitaine-instructeur.

Politique : Entré au Grand Conseil comme député-suppléant en 2009, il y siège depuis 2013 en tant que député. Après 4 années à la vice-présidence, il est depuis 2017 président de la commune de Veyras.

Hobbys : Fan de rock et de reggae, il apprécie également la lecture et la tranquillité des balades en nature.



Valérie Griching

Savièse, Liste N° 32

La formation est sans conteste LE domaine où l’Etat doit investir.

La formation, la recherche et l’innovation sont des thèmes centraux et étroitement liés. Le succès de notre pays repose sur un système de formation de haut niveau et adapté au marché de l’emploi. L’innovation est un moteur économique essentiel pour notre pays. Le PLR s’engage pour des conditions-cadres qui soutiennent et permettent le développement de la qualité de nos systèmes de formation et d’innovation, le transfert de technologies et la création d’entreprises innovantes.

Le paysage de la formation en Suisse se caractérise par des écoles de haut niveau ainsi que l’égalité des chances, qui permet l’ascension sociale (rendue possible, notamment par l’octroi de bourses). Le système de formation professionnelle duale permet un taux de chômage faible et une bonne formation de base pour tous. Aujourd’hui, la Suisse est en concurrence permanente au niveau international. L’avenir ne pourra être assuré qu’en consolidant les conditions-cadres en matière de formation et d’innovation. L’innovation est la clef du succès helvétique. Il s’explique par la collaboration entre les instituts de recherche et les entreprises. La formation doit, quant à elle, garder son niveau d’excellence. La Suisse est un modèle à succès: en comparaison internationale, la Suisse apparaît toujours parmi les meilleurs

pays en matière de formation et d’innovation, de recherche et de développement. Le résultat est directement visible avec un taux de chômage chez les jeunes particulièrement bas. Le système s’appuie principalement sur la collaboration entre les entreprises

Nous devons continuer à investir dans la formation. C’est une des missions principales de l’Etat à qui nous devons donner les moyens nécessaires.

et les autorités et se caractérise par un niveau d’excellence. Deux tiers des diplômés effectuent un apprentissage et 70% de ces jeunes sont formés par des PME. Le modèle suisse est en danger: la concurrence internationale en matière de formation (particulièrement dans la formation tertiaire) et de re-

cherche et développement est de plus en plus forte.

Nous devons donc impérativement continuer à investir dans la formation. C’est une des missions principales de l’Etat à qui nous devons donner les moyens nécessaires.

Nos exigences:

Le maintien et le développement de l’excellence de la formation en Suisse, tant au niveau de la formation professionnelle que des Hautes écoles.

Le soutien au virage du numérique, indispensable à la prospérité de la Suisse.

L’accessibilité aux formations en garantissant l’obtention de bourses ou de prêts.

Le renforcement des différentes passerelles existantes entre la for-

mation professionnelle et la formation académique, assurant ainsi un monde du travail performant et évitant une pénurie de main d’œuvre qualifiée.

Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle : la Suisse a du retard.

Dans notre société libérale, les femmes et les hommes doivent pouvoir construire leur vie librement. L’égalité des chances pour tous dès le départ et une ouverture sur la nouveauté permettent à chacun d’utiliser son propre potentiel et de contribuer au développement de la Suisse.

Dans le domaine de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, la Suisse a encore du retard. Nombreux sont les parents qui, aujourd’hui, souhaitent être présents pour leur famille, tout en pouvant progresser dans leur carrière. De nouveaux défis se dressent ainsi face à l’actuel modèle de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Les jeunes familles ont besoin de flexibilité, et non de modèles fixes et dépassés.

Les structures d’accueil parascolaires comme les cantines de midi, le soutien aux devoirs ou les heures d’études aménagées permettent une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle. Les modèles de financement, tels que les bons de

garde, assurent l’existence des structures nécessaires pour les parents. Il est important de faire confiance au bon sens des parents plutôt que d’augmenter le nombre de procédures bureaucratiques onéreuses. Les solutions privées doivent donc être encouragées et non entravées par des réglementations inutiles.

Les milieux économiques et politiques doivent aussi accepter le changement de notre société. Cela passe par l’amélioration de la prise en charge, spécialisée et personnalisée, des travailleurs âgés qui ont perdu leur travail et par la promotion des postes à temps partiel, du télétravail et du travail à domicile.

Biographie express

Valérie Griching est née le 6 janvier 1978 à Sion. Elle est mariée à Stéphane - ancien international suisse de foot - et mère de trois enfants de 15, 13 et 8 ans.

Domiciliée sur la commune de Savièse, elle a grandi à Conthey, mais est originaire d’Isérables de par sa maman et de Téhéran (Iran) de par son papa. Elle se plaît d’ailleurs à dire que sa double nationalité, dans laquelle se sont côtoyées culture occidentale et orientale, foi catholique et musulmane, lui a permis très tôt d’appréhender le monde dans sa pluralité et sa diversité, sous l’angle de valeurs telles que le respect, le partage, la tolérance, l’égalité et l’intégration.

Son vif intérêt pour la politique l’a conduite à obtenir un Master en sciences politiques.

Aujourd’hui, elle désire s’investir pour le Valais et le représenter à Berne en défendant un modèle sociétal et économique plus sûr et plus respectueux de l’environnement, de la condition des femmes et des minorités, basé sur les valeurs nobles évoquées plus haut et résolument tourné vers l’innovation.



Une politique responsable et raisonnable pour le climat

Les Suisses s’inquiètent pour le climat, à raison. Le réchauffement climatique est une réalité incontestable et les Libéraux-Radicaux s’engagent pour des mesures permettant à la fois de faire face aux défis du changement climatique et pour le réduire.

L’environnement n’est pas une thématique nouvelle pour notre parti dont plusieurs membres sont à la base de la création du mouvement Avenir Ecologie en Valais. Avec 0.1% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, la Suisse ne pèse pas très lourd dans le cortège des pollueurs de la planète. Néanmoins, il importe que chaque pays s’engage à son échelle pour limiter au maximum le réchauffement. Mieux : dans chaque problème se cache une opportunité. Les Libéraux-Radicaux sont convaincus que le climat est l’occasion de renforcer la recherche et la compétitivité de la Suisse. Le PLR a doté la Suisse d’institutions modernes et a contribué à en faire un pays prospère. Il s’agit aujourd’hui d’en préserver son environnement ! A ce titre, c’est en bon Suisse qu’il convient d’agir, car être patriote c’est surtout économiser les ressources naturelles et lutter contre les gaspillages, réussir une transition énergétique basée sur l’innovation et pro-

mouvoir nos énergies renouvelables. C’est donc par l’incitation et la récompense que le PLR entend encourager des comportements vertueux en matière de développement durable. Le PLR est le premier parti de Suisse dans les exécutifs locaux et dans les

Le PLR soutient des propositions réalistes, durables et efficaces.

cantons. Aux commandes depuis longtemps, notre parti a porté beaucoup de projets-clefs qui font de la Suisse un pays qui ne part pas de zéro en matière de climat et d’environnement, loin de là. L’exemple de la ville de Martigny est particulièrement parlant. En 1986, Martigny a développé le CREM (Centre de Recherches Energétiques et Municipales), qui est actif dans la recherche et le développement énergétiques en milieu urbain. Cette orientation forte a permis à la ville de devenir

«Cité de l’énergie» en 2004 et d’obtenir en 2010 l’«European energy gold award», ultime consécration en la matière. L’Antenne Région Valais romand a repris et développe aujourd’hui le concept «Myénergie» qui tend à l’autonomie énergétique du district de Martigny.

Nos exigences :
Il est nécessaire de mieux utiliser les potentiels actuels de réduction des émissions de CO2. Cela passe par l’assainissement du parc immobilier via des normes d’efficacité énergétique, le maintien des subventions du programme bâtiment et le maintien des subventions et des déductions fiscales.
Les énergies renouvelables doivent être mieux soutenues, car elles sont au centre de la transition climatique.
La mobilité individuelle électrique

et renouvelable doit s’imposer dans les prochaines années.
Les transports publics efficaces qui proposent plus de parkings P+R dans les gares.
Une taxe sur les billets d’avion qui doit inciter les citoyens suisses à adopter un comportement responsable en matière de transport aérien; la responsabilisation des individus est prioritaire.

Un droit du travail flexible qui favorise le télétravail et réduit les déplacements.
Une taxe sur le carbone et sur les carburants qui doit permettre d’encourager les importateurs de véhicules et les grands émetteurs de CO2 à réduire leur empreinte environnementale.

Un Etat efficace

L’Etat suisse fonctionne bien. En comparaison internationale, il présente les gages d’efficacité nécessaires. A l’interne aussi, l’économie ne paraît pas entravée plus que de besoin. Il est toutefois nécessaire de rester vigilant.

Les dépenses publiques croissent année après année et les nouvelles tâches publiques s’accumulent. En effet, à chaque problème, à chaque défi, il se trouve un politique pour proposer une réponse étatiste. Le succès de la Suisse est libéral : l’Etat doit rester sobre, efficace, et n’intervenir que lorsque la situation l’exige. En 2017, les collectivités publiques ont dépensé près de CHF 200 milliards. Cela représente une dépense quotidienne de CHF 547 millions. Sachant que l’argent doit être produit avant d’être dépensé, chaque citoyen du pays doit produire en moyenne CHF 63.- par jour pour l’Etat.

L’Etat doit être fort et avoir des moyens dans les domaines qui servent la population, comme par exemple la formation, la sécurité et les infrastructures. A contrario, l’Etat doit être svelte et efficace dans la bureaucratie. Au lieu d’introduire toujours de nouvelles lois, les réglementations existantes devraient être appliquées de manière plus cohérente. Sur le plan fédéral, le PLR s’est engagé avec succès pour réduire les formalités administratives et légales pour la réalisation d’installations d’énergies renouvelables, comme par exemple les panneaux photovoltaïques qui échappent désormais à la procédure d’autorisation de construire.

Biographie express

Sylvie Luginbühl, 44 ans, est maman de deux enfants. Elle est issue d’un milieu familial dont les valeurs conjuguent engagement, solidarité et proximité. Le sens civique lui a toujours tenu à cœur, si bien que c’est presque naturellement qu’elle s’est engagée en politique.

Conseillère municipale de la ville de Martigny depuis 2017, elle est en charge des questions scolaires. Elle a également été vice-juge de Commune et membre de l’Autorité de protection de l’adulte et de l’enfant (APEA).

Titulaire d’un Master en droit, elle s’est spécialisée en droit de la santé et du travail ainsi qu’en magistrature. Elle dirige sa propre société de conseils juridiques et préside la commission cantonale de surveillance des professions de la santé. Elle apprécie les voyages et pratique volontiers la course à pied, le vélo et le ski.

Femme très dynamique, à l’écoute et responsable, elle s’engage avec conviction pour contribuer à l’émergence d’une société plus durable. Son slogan «Pour vous, maintenant» résume sa volonté de tisser des liens solides avec la population mais aussi d’être dans l’action et la réalisation de projets concrets au service de la collectivité.



L'importance du Conseil des Etats

pour le Valais

Deux chambres, l'une représentant le peuple, l'autre les cantons : notre sage Constitution fédérale l'a prévu ainsi. Le Conseil national permet à la majorité de se faire entendre alors que le Conseil des Etats est un outil formidable qui permet aux cantons moins peuplés de plaider leur cause. A condition de savoir se servir de l'outil !



Lorsque Ruedi Noser manque le train, le Valais pèse deux fois plus lourd que Zurich.

La chambre des Etats se compose d'exactly deux députés par canton (ou d'un député par demi-canton). Les micro-cantons d'Uri, de Glaris ou du Jura y ont chacun autant de poids que les cantons mam-mouths que sont par exemple Vaud, Genève, Berne ou St-Gall. Lorsque Ruedi Noser, l'un des deux sénateurs zurichois manque le train le matin, le canton du Valais pèse deux fois plus lourd que le canton de Zurich au Conseil des Etats !

A la chambre des cantons, c'est le règne des deux partis historiques: le PDC et le PLR. Le PDC seul n'obtient jamais de majorité, pas plus que le PLR. En revanche, un projet est toujours adopté lorsque les deux partis l'appuient conjointement. Envoyer un représentant du PDC est évidemment une bonne stratégie : il pourra obtenir l'appui de son groupe parlementaire et l'appui de sa Conseillère fédérale Viola Amherd. Y envoyer un deuxième

PDC afin de convaincre à nouveau un groupe déjà acquis au projet est à peu près inutile. Il est donc dans l'intérêt du canton du Valais d'envoyer à Berne un sénateur PDC et un sénateur PLR. Ainsi, les projets bénéficieront de l'appui des deux premiers groupes du Conseil des Etats et des conseillers fédéraux Karin Keller Sutter et Ignazio Cassis. Trois conseillers fédéraux valent mieux qu'une seule !

Régater avec les poids lourds présuppose une solide expérience à Berne.

Peser dans la politique fédérale n'est pas inné. Régater avec les poids lourds du parlement présuppose une solide expérience préalable à Berne. Aucun élu n'y est efficace lorsqu'il y fait ses premiers pas ! Nous, Valaisans, devrions donc idéalement élire deux sénateurs au bénéfice d'une expérience reconnue sur la scène fédérale. Il y a deux conseillers nationaux parmi les nouveaux candidats aux Etats qui ont pratiqué la vie politique bernoise : le libéral-radical Philippe

Nantermod et un candidat socialiste. L'institut Sotomo de Zurich classe chaque année les parlementaires fé-

Le Valais a l'opportunité de peser de manière beaucoup plus importante sur la scène politique fédérale.

déraux en leur attribuant un rating : de -10 pour les plus marxistes de la gauche à +10 pour les plus nationalistes à droite, 0 définissant le centre. C'est un moyen de situer nos représentants. A ce classement, Philippe Nantermod est à +1.6, c'est-à-dire très exactement au centre de son groupe libéral-radical. Pas à gauche, mais très loin de la droite incarnée par l'aile dure de l'UDC. Sur cette même échelle, le candidat socialiste est à -9.2. Il se situe plus à gauche encore que la gauche de la gauche. Et c'est bien là que réside la dernière question d'importance : les Valaisans, dont la grande majorité ont des opinions politiques qui s'étendent du centre à la droite, seront-ils mieux représentés par quelqu'un qui leur ressemble ou par quelqu'un qui vote

systématiquement différemment d'eux lors des votations fédérales les plus importantes ? Est-il opportun

d'accompagner celui ou celle qui représentera le PDC d'un socialiste au Conseil des Etats, sachant que sur tous les votes importants pour notre canton, leurs voix s'annuleront tout simplement ?

Notre canton, que nous aimons profondément, doit être défendu le plus efficacement possible. Et pour cela, l'un des deux sièges qui lui est réservé doit être occupé par Philippe Nantermod.

Le Valais a l'opportunité de peser de manière beaucoup plus importante sur la scène politique fédérale. Le 20 octobre, nous ne manquerons pas ce rendez-vous avec l'histoire.

Alexandre Luy,
Comité de campagne
de Philippe Nantermod

Regine Sauter

Conseillère nationale (ZH)

Je siège avec Philippe à la commission de la santé et des affaires sociales. C'est un député influent qui amène des idées innovantes et intelligentes.



Olivier Cavé

Musicien

Philippe est quelqu'un qui dit ce qu'il pense, qui assume jusqu'au bout et qui est habité par un courage immense. Les politiciens courageux sont rares.



Isabelle Moret

Vice-Présidente du Conseil national

Libéral, Philippe reste sensible aux questions sociales, comme pour le congé paternité ou pour les proches aidants. Il sera une voix qui compte aux Etats.



Anne-Laure Couchepin

Présidente de Martigny

A Berne, on ne réussit pas sans réseau. En quatre ans, Philippe en a développé un à tous les échelons. Il a tous les outils pour défendre le Valais aux Etats.



Frédéric Favre

Conseiller d'Etat

Philippe est un bon relais à Berne. Il écoute les soucis du canton, y réfléchit et propose des solutions pragmatiques. C'est le genre d'élus dont on a besoin.



Géraldine Grau

Cheffe d'entreprise

Philippe a toujours été très proche des préoccupations des milieux économiques. Avant chaque séance du CN, il nous consulte pour comprendre nos problèmes et les relayer sous la coupe.





FDP die Liberalen

Gemeinsam weiterkommen, Liste 37

Gerold René Baudinot, Saas Almagell

Michael Bellwald, Brig-Glis

Iris Kündig Stoessel, Zermatt

Michael von Aesch, Naters

Unsere liberale Vision

Die Schweiz ist heute ein Erfolgsmodell – dies ist jedoch nicht selbstverständlich und das Resultat von langer, harter Arbeit und richtigen Entscheiden – von den freisinnigen Gründern 1848 bis heute. Die Schweiz ist die Heimat für Menschen, die gewillt sind, Verantwortung für sich und die Gemeinschaft zu übernehmen und ihr Schicksal durch Fleiss, Respekt und Engagement selbstbewusst zu gestalten. Die Schweiz ist unsere Heimat. Dieses Erfolgsmodell zu sichern und in die Zukunft zu tragen, ist die grosse Aufgabe – von uns als Partei, als Freisinnige, als Land. Nur so können wir die Zukunft der Schweiz aktiv gestalten und unsere Errungenschaften bewahren und weiterentwickeln.

In der Schweiz übernimmt jede und jeder Eigenverantwortung und gleichzeitig Verantwortung für die Gemeinschaft. Dadurch werden auch die sozial Schwächeren nicht vergessen, sondern gestützt. Wir kämpfen für unsere Freiheit, respektieren das Eigentum anderer und die Interessen der Allgemeinheit. Diese liberale Schweiz ist unsere Heimat. Diese Heimat zeichnet sich durch Vielfalt aus und ist Basis für unsere Entfaltung als Gesellschaft

Gemeinsam weiterkommen!

Wir sind die einzige Partei in der Schweiz, die eine positive, konstruktive Zukunftsvision für unser Land hat und nicht auf Angst setzt. Wir wollen als Schweiz weiterkommen! Gemeinsam stellen wir sicher, dass unser Land auch für die zukünftigen Generationen erfolgreich bleibt: Eine menschliche Schweiz. Eine intelligente Schweiz. Eine mutige Schweiz. Eine si-

chere Schweiz. Eine fortschrittliche Schweiz. Denn: Wir sind die Partei, die dieses Land gross gemacht und alle wichtigen Institutionen in diesem Land geschaffen und entwickelt hat. Das war nur möglich, weil wir stets nach vorne geschaut und uns konsequent für unser Land und den Fortschritt eingesetzt haben.

FDP wählen, heisst für folgendes zu stimmen:

- Für starke Unternehmen, die sich weiterentwickeln und Arbeitsplätze sichern können. Arbeitsplätze sind entscheidend für den Wohlstand unseres Landes. Ohne Arbeitsplätze, keine Kaufkraft
- Für die Beibehaltung und Verbesserung der bilateralen Verträge. Die Schweiz, wie auch das Wallis, können sich nicht von Europa abschotten. Das Gegenteil zu behaupten ist eine verantwortungslose Ablehnung der

- Realität und eine Gefahr für unser Land
- Für eine härtere und faire Migrationspolitik. Die Integration verlangt als Ausgangspunkt den Respekt unserer Werte und unserer Gesetze
- Für ein leistungsfähiges Bildungssystem, das die Innovation, der wichtigste Rohstoff unseres Landes, fördert
- Für eine 100-prozentige Sicherheit und härtere Strafen für Gesetzesbrecher. Jeder hat das Recht auf Sicherheit, jederzeit und überall
- Für einen effizienten Staat, der sich auf seine Aufgaben konzentriert. Administrative Schikanen gegen Bürger und Unternehmen müssen gestoppt werden! Prioritäten sind solide öffentliche Finanzen, ein sicheres Rentensystem für Senioren und ein Sozialdienst, der Menschen in Not unterstützt und Profiteure verurteilt
- Für die freie Wahl des Lebensstils. Jede Person soll frei über ihren Lebensstil entschei-

- den können sei es bei der Arbeit, der Familie oder in der Freizeit
- Für die Vereinbarkeit von Familie und Beruf oder einem öffentlichen Engagement, ohne Diskriminierung wegen des Geschlechts

Die FDP ist die Partei, welche:

- Stolz ist, seit über 160 Jahren mit soliden und konstanten Werten am Aufbau der Schweiz und des Wallis teilzuhaben
- Frei und einzig im Interesse der Bürgerinnen und Bürger handelt
- Konkrete und realistische Lösungen für Probleme bietet

Die Zukunft ist eine Chance! Lassen Sie uns diese gemeinsam anpacken und unsere liberale Zukunftsvision für die Schweiz umsetzen. Denn nur gemeinsam kommen wir weiter.



Les jeunes se mobilisent

17 candidats pour défendre leurs visions

Chacun sa vague

Depuis 2015, la Jeunesse libérale-radical valaisanne est devenue la première jeunesse du canton. Nos candidats continueront à défendre les thèmes chers aux Jeunes libéraux-radicaux valaisans, tels que la défense d’une économie entrepreneuriale, la création de places de travail pour les jeunes en Valais et le soutien à l’innovation.

Ils proposent également des réponses aux préoccupations immédiates de la population, comme la protection de l’environnement ou encore la création de nouvelles solidarités via des réformes sur l’AVS, le 2^e pilier et l’assurance-maladie.

Pour le climat et l’énergie, les Jeunes libéraux-radicaux sont aussi très impliqués. Orientés solutions, ils veulent soutenir les technologies propres et faciliter l’implantation des énergies renouvelables.

«La Suisse, dans le but de se positionner comme un acteur mondial de l’innovation relatif à la transition énergétique, doit mettre en œuvre une série de conditions-cadres afin de développer et promouvoir des technologies respectueuses de l’environnement».

Ils sont âgés de 18 à 27 ans et issus de tous les horizons professionnels. Ils seront répartis sur 4 listes qui couvrent l’ensemble du Valais Romand.

Ils méritent votre soutien !



Liste N° 35
Sierre et région



Florent Aymon
23 ans, Savièse

Liste N° 34
Martigny-Entremont



Guillaume Amos
20 ans, Le Châble

Liste N° 36
Chablais



David Cardoso
21 ans, Monthey



Samuel Berclaz
20 ans, Muraz



Pierre Loretan
22 ans, Sion



Romain Darioli
22 ans, Martigny



Bastien Gischig
24 ans, Monthey



Aurèle Blatter
27 ans, St-Léonard



Clémentine Roos
23 ans, Chamoson



Simon Follin
19 ans, Saxon



Guilhem Grept
21 ans, le Bouveret



Mathieu Gasser
25 ans, Mollens



Marie-Cathrine Rudaz
20 ans, Sion



Dimitri Rosset
21 ans, Salvan



Elysa Pellegrino
21 ans, Collombey-Muraz



Liste N° 38
AVENIR ECOLOGIE
Citoyenne


Stoessel Linda
Zermatt


Duc Tiffany
Basse-Nendaz


Maret Vanessa
Riddes


Theillard Marion
Salvan


Besse Julien
Orsières


Bétrisey Claudia
Chermignon


Durrer Audrey
Baar-Nendaz


Barbuto Natasha
Vex

LISTE N° 39
AVENIR ECOLOGIE
LIBÉRALE-RADICALE


Fasano Letizia
Les Evouettes


Piasenta Florian
Salvan


Ramuz Joseph
Leytron


Kuchler Noémie
Sion

Nous soutenons :

1. une transition rapide d'une économie linéaire à une économie circulaire en s'appuyant sur une économie du partage et sur une fiscalité écologique plutôt que sur la fiscalité actuelle qui pénalise le travail et la création de valeur;

2. une croissance économique nécessaire pour garantir les financements des prestations sociales et des mesures de protections environnementales, mais une décroissance de la consommation d'énergie et de l'extraction de matières premières, ainsi que le développement de toutes les énergies renouvelables, au niveau des collectivités publiques, des entreprises, des citoyen-ne-s;

3. un juste prix de l'énergie qui valorise la sécurité de l'approvisionnement (notamment les capacités de stockage) et pénalise les impacts négatifs sur l'environnement de la production, du transport et de la consommation (notamment sur la biodiversité et le paysage);

4. l'encouragement à l'autonomie énergétique des citoyen-ne-s par la production et le stockage de leur énergie et les mesures pour faciliter les investissements dans des logements à énergie positive (en intégrant la mobilité individuelle);

5. les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique et les économies d'énergie, dans l'esprit du concept de Société à 2000 watts. Cet objectif de 2000 watts doit être atteint à l'horizon 2050;
6. la décision de sortie du nucléaire sans prolongation de la durée d'exploitation au-delà de 50 ans et plus tôt si les solutions de remplacement le permettent;

7. l'objectif de réduction des émissions de CO2 de 60% d'ici 2035 et de neutralité carbone dès 2050. Nous soutenons l'initiative pour les glaciers;

8. une écologie qui fasse de la Suisse un pôle d'innovation et d'excellence en matière de développement durable;

9. la mobilité douce et collective, notamment par le développement de réseaux adaptés et d'infrastructures adéquates;

10. la sauvegarde de biodiversité, notamment par un soutien aux agriculteurs, la création de parcs naturels et le développement d'infrastructures et de constructions à biodiversité positive;

11. une agriculture de proximité et la consommation de produits locaux. Nous privilégions l'agriculture intégrée et encourageons l'agriculture biologique. Nous combattons le gaspillage alimentaire;

12. la diversité alimentaire, la liberté d'échanger et de commercialiser des semences et l'exclusion des OGMs du territoire suisse;

13. une traçabilité pour la production de tous les produits commercialisés en Suisse en ce qui concerne l'énergie grise et l'empreinte carbone. La mise à disposition des consommateurs de ces indicateurs doit être réalisée dans un délai de 10 ans.



Transition d'une économie linéaire vers une économie circulaire

Les discussions s'intensifient autour de la problématique du réchauffement climatique. Tous les observateurs politiques s'accordent à dire que le climat sera un thème central lors des prochaines élections fédérales. En Valais, Avenir Ecologie représente l'alternative aux porteurs de discours empreints de catastrophisme et manquant singulièrement de solutions positives pour l'avenir.

Depuis plus de 10 ans, Avenir Ecologie propose des solutions concrètes pour offrir des perspectives positives face aux défis du réchauffement climatique intimement lié à notre consommation de ressources fossiles. Des ressources que la Suisse ne produit pas, mais importe pour plus de CHF 13 milliards par an. Et cela est sans compter sur l'énergie grise contenue dans les produits étrangers que nous importons massivement. Nos ressources, nous les connaissons. Ce sont l'eau, nos pentes, le so-

leil, le vent... et notre matière grise. Nous sommes donc les mieux armés pour relever le défi de la transition énergétique. Nous devons la considé-

rer comme une véritable opportunité. C'est de ce message positif que nos concitoyennes et concitoyens ont besoin pour avancer ensemble et relever le défi climatique.

Les 3 piliers de la politique climatique d'Avenir Ecologie

Avenir Ecologie défend une vision qui repose sur trois transitions nécessaires et qui vont servir les intérêts de notre pays à court et à long terme, si nous nous y engageons de manière volontaire et pionnière.

1. La transition d'une économie linéaire à une économie circulaire, qui consiste à cesser d'épuiser des ressources pour les

En Valais, Avenir Ecologie et le PLR représentent l'alternative aux porteurs de discours empreints de catastrophisme et manquant singulièrement de solutions positives pour l'avenir.

- transformer en déchets pour, au contraire, créer une économie «zéro déchet».
2. La transition énergétique, qui consiste à sortir des énergies fossiles pour valoriser nos énergies renouvelables.
3. La transition fiscale, qui consiste à faire évoluer notre fiscalité actuelle, laquelle affaiblit notre compétitivité en taxant le travail et la valeur ajoutée, vers une fiscalité écologique qui pénalise les activités générant une empreinte écologique ou sociale négative.



Comment remplir son bulletin de vote

Vote au Conseil national

Le vote compact

Canton du Valais - Kanton Wallis
Election du Conseil National 2019
Wahl des Nationalrates 2019

Liste No
Liste Nr:

32

PLR.LES LIBÉRAUX RADICAUX VALAIS

No /Nr.	Nom et prénom / Name und Vorname
32.1	NANTERMOD Philippe Conseiller national, Morgins-Troistorrents
32.2	CLAIVAZ Christophe Ing. Chimiste EPF, Haute-Nendaz
32.3	FOLLONIER Mélanie Avocate-stagiaire, Fortunau-Ayent
32.4	GANZER Stéphane Enseignant, Veyras
32.5	GRICHTING Valérieane Myriam Collaboratrice administrative, Savièse
32.6	LUGINBÜHL Sylvie Maude Juriste, Martigny
Bulletin exemple. N'utilisez que les bulletins officiels pour le vote	

Listes apparentées / Listenverbindungen:
Listes sous-apparentées / Unterlistenverbindungen:

Vous glissez dans l’urne une liste sans la modifier.
Le parti reçoit 8 suffrages et chaque candidat obtient une voix.

Le vote panaché

Canton du Valais - Kanton Wallis
Election du Conseil National 2019
Wahl des Nationalrates 2019

Liste No
Liste Nr:

32

PLR.LES LIBÉRAUX RADICAUX VALAIS

No /Nr.	Nom et prénom / Name und Vorname
32.1	NANTERMOD Philippe Conseiller national, Morgins-Troistorrents
32.2	CLAIVAZ Christophe Ing. Chimiste EPF, Haute-Nendaz
32.3	FOLLONIER Mélanie Avocate-stagiaire, Fortunau-Ayent
32.4	GANZER Stéphane Enseignant, Veyras
32.5	GRICHTING Valérieane Myriam Collaboratrice administrative, Savièse
32.6	LUGINBÜHL Sylvie Maude Juriste, Martigny
Le candidat de votre choix Bulletin exemple. N'utilisez que les bulletins officiels pour le vote	

Listes apparentées / Listenverbindungen:
Listes sous-apparentées / Unterlistenverbindungen:

Vous pouvez ajouter le nom d’un ou de plusieurs candidats.
Le candidat dont le nom a été ajouté obtient une voix et son parti un suffrage.
La liste du parti perd autant de suffrages que de noms rajoutés.

La liste blanche

Canton du Valais - Kanton Wallis
Election du Conseil National 2019
Wahl des Nationalrates 2019

Liste No
Liste Nr:

32

à la main PLR à la main

No /Nr.	Nom et prénom / Name und Vorname
	Nantermod Philippe
	Clavaz Christophe
	Follonier Mélanie
	Ganzer Stéphane
	Grichting Valérieane Myriam
	Luginbühl Sylvie Maude
Bulletin exemple. N'utilisez que les bulletins officiels pour le vote	

Listes apparentées / Listenverbindungen:
Listes sous-apparentées / Unterlistenverbindungen:

Vous inscrivez le nom d’au moins un candidat que vous soutenez.
Si vous ajoutez un nom ou un numéro de parti au sommet de la liste, les suffrages complémentaires vont à ce parti. Dans le cas contraire, ils ne bénéficient à aucun parti.

Biffer et cumuler

Canton du Valais - Kanton Wallis
Election du Conseil National 2019
Wahl des Nationalrates 2019

Liste No
Liste Nr:

32

PLR.LES LIBÉRAUX RADICAUX VALAIS

No /Nr.	Nom et prénom / Name und Vorname
32.1	NANTERMOD Philippe Conseiller national, Morgins-Troistorrents
32.2	CLAIVAZ Christophe Ing. Chimiste EPF, Haute-Nendaz
32.3	FOLLONIER Mélanie Avocate-stagiaire, Fortunau-Ayent
32.4	GANZER Stéphane Enseignant, Veyras
32.5	GRICHTING Valérieane Myriam Collaboratrice administrative, Savièse
32.6	LUGINBÜHL Sylvie Maude Juriste, Martigny
biffez le candidat de votre choix cumuler le candidat de votre choix Bulletin exemple. N'utilisez que les bulletins officiels pour le vote	

Listes apparentées / Listenverbindungen:
Listes sous-apparentées / Unterlistenverbindungen:

Vous pouvez biffer le nom d’un ou plusieurs candidats.
Le candidat dont le nom a été biffé n’obtient aucune voix.
Le suffrage correspondant à la ligne tracée reste acquis au parti dont le nom figure au sommet de la liste.

Maximum 8 noms sur votre bulletin - Un seul bulletin dans l’enveloppe - Signer la feuille d’accompagnement - Envoyer l’enveloppe retour au plus tard 2 jours avant le vote en courrier A, ou l’apporter à la commune - Vous pouvez aussi voter directement à la commune

Liste N° 32
PLR.LES LIBÉRAUX RADICAUX VALAIS

- 32.1

NANTERMOD Philippe
Conseiller national, Morgins
- 32.2

CLAIVAZ Christophe
Ing. chimiste EPF, Haute-Nendaz
- 32.3

FOLLONIER Mélanie
Avocate-stagiaire, Fortunau-Ayent
- 32.4

GANZER Stéphane
enseignant, président de commune, Veyras
- 32.5

GRICHTING Valérieane Myriam
Collaboratrice administrative, Savièse
- 32.6

LUGINBÜHL Sylvie Maude
Juriste, Martigny

Liste N° 33
JEUNES LIBÉRAUX-RADICAUX VALAIS CENTRAL

- 33.1

AYMON Florent
Etudiant, Savièse
- 33.2

LORETAN Pierre
Etudiant, Sion
- 33.3

ROOS Clémentine
Comptable, Les Vérines
- 33.4

RUDAZ Marie-Catherine
Etudiante maths, Sion

Liste N° 34
JEUNES LIBÉRAUX-RADICAUX MARTIGNY-ENTREMONT

- 34.1

AMOS Guillaume
Etudiant en économie, Le Châble
- 34.2

DARIOLI Romain
Etudiant, Martigny
- 34.3

FOLLIN Simon
Etudiant, Saxon
- 34.4

ROSSET Dimitri
Etudiant en audiovisuel, Salvan
- 34.5

SANTI Aurélien
Indépendant, Martigny

Liste N° 35
JEUNES LIBÉRAUX-RADICAUX RÉGION SIERROISE

- 35.1

BERCLAZ Samuel
Etudiant maths, Muraz
- 35.2

BLATTER Aurèle
Comptable, St-Léonard
- 35.3

GASSER Mathieu
Ingénieur, Mollens

Liste N° 36
JEUNES LIBÉRAUX-RADICAUX CHABLAIS

- 36.1

CARDOSO David
Etudiant en économie politique, Monthey
- 36.2

COUTURIER Mathieu
Etudiant en droit économique, Monthey
- 36.3

GISCHIG Bastien
Conducteur de trains, Monthey
- 36.4

GREPT Guilhem
Electronicien en multimédia, Le Bouveret
- 36.5

PELLEGRINO Elysa
Etudiante en musicologie et directrice de fanfare, Muraz

Liste N° 37
FDP DIE LIBERALEN

- 37.1

BAUDINOT Gerold
Prof., Saas-Almagell
- 37.2

BELLWALD Michael
Student, Brig
- 37.3

KÜNDIG STOESSEL Iris
Arztsekretärin, Zermatt
- 37.4

VON AESCH Michael
Unternehmer, Naters

Liste N° 38
AVENIR ECOLOGIE CITOYENNE
ZUKUNFT UND NACHHALTIGKEIT
BÜRGERLISTE

- 38.1

STOESSEL Linda
Etudiante, Zermatt
- 38.2

DUC Tiffany
Responsable commercial, Basse-Nendaz
- 38.3

MARET Vanessa
Infirmière-anesthésiste, Riddes
- 38.4

THEILLARD Marion
Spécialiste finance et comptabilité, Salvan
- 38.5

BESSE Julien
Juriste, Orsières
- 38.6

BÉTRISEY Claudia
Thérapeute, Chermignon-d'en-Bas
- 38.7

DURRER Audrey
Entrepreneur / Web, Baar
- 38.8

BARBUTO Natasha
Entrepreneur / Marketing, Vex

Liste N° 39
AVENIR ECOLOGIE LIBÉRALE-RADICALE
ZUKUNFT UND NACHHALTIGKEIT
FREISINNIGLIBERALE

- 39.1

FASANO Letizia
Etudiante en gestion d’entreprise, Les Evouettes
- 39.2

PIASENTA Florian
Président de commune, directeur de PME, Salvan
- 39.3

RAMUZ Joseph
Maître charpentier, Leytron
- 39.4

KUCHLER Noémie
Ingénieure en énergie et environnement, Sion
- 39.5

ANTONIER Raphaël
Entrepreneur en services touristiques, Grimentz
- 39.6

TRISTAN Martine
Directrice du CMS de Martigny, Martigny

Vote au Conseil des Etats

CANTON DU VALAIS - KANTON WALLIS
ELECTION AU CONSEIL DES ETATS 2019
STÄNDERATSWAHLEN 2019

PLR.Les Libéraux Radicaux Valais

Philippe NANTERMOD

Conseiller national, Morgins (Troistorrents)

Bulletin exemple.
N'utilisez que les bulletins officiels pour le vote

Vous aussi, rejoignez le



Soutenez-nous au cours de la campagne électorale : aidez-nous à mobiliser nos électeurs. Intéressé-e ? Rejoignez le #teamPLR et engagez-vous activement pour une Suisse qui en veut.